le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 25 novembre 2018 N° 450 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Après les agents de la santé, ce sont les enseignants qui expriment leur juste colère contre l'État-employeur

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire : *Après les agents de la santé, ce sont les enseignants qui expriment leur juste colère contre l'État-employeur*

Pages 3 à 5

Côte d'Ivoire :

- Le poison de l'ethnisme fait des morts à Zouan-Hounien
- Nouveaux camions pour le ramassage d'ordures ?
- Echos de travailleurs en lutte

Page 6

Mali

- IBK est venu acheter des électeurs à Kayes

Pages 6-7

Madagascar :

- Les serviteurs des riches s'apprêteraient-ils à s'affronter de nouveau ?

Page 7

International :

- Le capitalisme n'est pas hygiénique

Page 8-9

- L'Afrique a été saignée lors de la 1ère guerre mondiale
- Inégalités criantes de traitement entre anciens combattants africains et français

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

Côte d'Ivoire

APRÈS LES AGENTS DE LA SANTÉ, CE SONT LES ENSEIGNANTS QUI EXPRIMENT LEUR JUSTE COLÈRE CONTRE L'ÉTAT-EMPLOYEUR

Après les agents de la santé qui ont arrêté de travailler durant une semaine (du 5 au 10 novembre), ce sont les enseignants du primaire et du secondaire qui se sont mis en grève à partir du 21 novembre. Les revendications tournent autour des mêmes questions : celles du relèvement des salaires, le versement des primes et une meilleure prise en compte de leurs conditions de travail.

Le gouvernement a cru pouvoir intimider les agents de la santé en procédant à l'arrestation de deux d'entre eux mais cela n'a fait que renforcer leur combativité. N'ayant pas réussi à faire reprendre le travail en brandissant le bâton, il a dû faire marche arrière en libérant les deux personnes arrêtées pour prôner ensuite le « dialogue et l'apaisement ».

Les dirigeants de la « Coordination » de 12 syndicats de la Santé impliqués dans le mouvement, n'attendaient que cela. Ils ont sauté sur la proposition gouvernementale de « s'asseoir autour d'une table » *et appelé à la reprise du travail avant même d'avoir obtenu quelque chose de concret sur les revendications de la base. De nombreux grévistes ont protesté contre cette capitulation et ont déclaré qu'il fallait maintenir le mot d'ordre de grève y compris pendant les séances de négociations avec le gouvernement.*

Mais les dirigeants de la Coordination ont préféré leurs intérêts de boutiques plutôt que de tenir compte des aspirations des grévistes. Par démagogie, ils ont déclaré que s'ils n'obtenaient pas satisfaction dans un délai de 15 jours, ils allaient reprendre le mouvement. Mais la grève ne se décrète pas par un claquement de doigts. En agissant de la sorte, ils n'ont fait que casser le mouvement de grève. Ils vont peut-être obtenir quelques subsides pour service rendu à l'Etat mais les agents de santé eux, risquent d'être les laissés-pour-compte.

Pour ce qui est de la grève des enseignants, le ministre de la Fonction publique a déjà déclaré qu'elle était illégale à cause du fait que certaines centrales syndicales avaient signé le « protocole de la trêve sociale » *en août 2017, selon lequel ils s'engageaient à ne pas appeler à la grève durant une période de cinq ans. À la menace de pour-*

suite judiciaire à l'encontre des grévistes, le ministre de la Fonction publique a ajouté celle du retrait sur salaire des journées de grève.

Mais la signature des bureaucrates syndicaux n'engage qu'eux-mêmes, pas les petits salariés de la fonction publique qu'ils prétendent représenter. Quand est-ce que ces signataires ont demandé l'avis des agents de la Santé, des enseignants et de nombreux autres petits employés qui, bien que travaillant pour l'Etat ne bénéficient pas du statut de fonctionnaire ?

Alors, illégale ou pas, la grève actuelle des enseignants est légitime, tout comme celle des agents de la Santé qui, bien qu'ayant repris le travail, n'ont pas encore dit leur dernier mot. Leur grève est légitime car ils sont tous victimes des bas salaires alors que le coût de la vie ne cesse de grimper.

C'est la même situation qui frappe les travailleurs du secteur privé, c'est le même combat contre la dégradation de nos conditions d'existence.

Côte d'Ivoire

LE POISON DE L'ETHNISME FAIT DES MORTS À ZOUAN-HOUNIEN

La localité de Zouan-Hounien dans l'ouest montagneux de la Côte d'Ivoire a été le théâtre de violence entre Malinké et Yacouba dans la journée du mercredi 21 novembre 2018.

Le weekend de la semaine précédente, un élève d'ethnie Yacouba serait mort des suites d'une bastonnade infligée par des jeunes Malinkés. En représailles, des élèves d'ethnie Yacouba se sont attaqués au commerce et aux biens des Malinkés. Le bilan fait état de 4 morts dont un enfant brulé vif et de plus de 50 blessés. Le marché de la ville, l'unique pharmacie et des véhicules ont été pillés, saccagés et brulés.

En temps normal, une bagarre entre jeunes est un fait divers. Parfois, quand il y a mort d'homme, c'est une affaire de police ou de règlement à l'amiable, par une palabre communautaire. Mais vu la situation dans le pays, de plus en plus la moindre altercation prend vite une allure d'affrontements intercommunautaires. Il y a quelques mois de cela à Yopougon, une querelle entre deux gamins avait également dégénéré en affrontement entre ethnies.

Les élections municipales et régionales viennent de se tenir et les contentieux pour certains ne sont pas encore réglés. Quel poison a été répandu pendant cette période ? On sait que les protagonistes n'ont pour seul programme que l'ethnisme, le régionalisme, la religion ou la xénophobie. Des personnes d'autres villages, régions, religions ou pays sont présentées comme des ennemis. Et cette situation ne va pas s'améliorer avec les élections présidentielles qui approchent.

Aujourd'hui, tous ces élus rappliquent dans la région, l'air offusqué, pour jouer les pompiers et les rassembleurs. Mais ce sont eux qui sèment et entretiennent ce poison pour se faire élire.

NOUVEAUX CAMIONS POUR LE RAMASSAGE D'ORDURES ?

C'est avec beaucoup de publicités que les deux nouvelles sociétés retenues par le gouvernement pour ramasser les ordures dans le district d'Abidjan ont été présentées. On les a même vues parader à coups de klaxon dans les grandes avenues d'Abidjan. Eh oui, pour les capitalistes il y a du bon même dans les ordures ! Mais ce n'est pas pour autant que les ordures dans les quartiers pauvres d'Abidjan seront ramassées car ce qui intéresse avant tout les capitalistes c'est comment ramasser le plus d'argent.

LA COMPAGNIE MINIÈRE RAND-GOLD ACHÈTE LES NOTABLES LOCAUX

Selon le PDG de Rand-Gold, la compagnie qui exploite la mine d'or de Tongon, dans la région de Korhogo, la « *Côte d'Ivoire possède l'un des codes miniers les plus attractifs pour les investissements en Afrique* ».

Si c'est un PDG qui le dit, on ne peut que le croire. Ce n'est pas un hasard si les travailleurs de la mine de Tongon sont justement souvent en grève, les salaires et les conditions de travail sont tout sauf attractifs !

En tout cas, le capitaliste qui les exploite gagne manifestement assez d'argent sur le dos des travailleurs puisqu'il a fait construire des logements pour huit chefs de village, à hauteur de 30 millions de francs par logement.

Ce n'est pas de l'argent jeté par la fenêtre. Pour un patron, c'est toujours avantageux d'avoir avec lui la chefferie traditionnelle, cela permet de faire pression sur les travailleurs en cas de grève.

ECHOS DE TRAVAILLEURS EN LUTTE

NUTRI : LES TRAVAILLEURS REFUSENT LE JEU DE DUPE

Depuis un certain temps, les travailleurs journaliers de Nutri, une entreprise de la zone industrielle de Yopougon, fabriquant des produits alimentaires, s'organisent pour réclamer des embauches, des augmentations de salaire et la déclaration à la CNPS.

En effet, nombreux sont les travailleurs qui ont plusieurs années à leur actif mais qui restent journaliers. Aujourd'hui, ils refusent cet état de fait et veulent des embauches définitives car cela devrait être le cas depuis longtemps.

Le patron, voyant la mobilisation monter et sachant qu'au bout du compte il sera obligé de lâcher du lest, a décidé de faire signer des contrats de 6 mois aux travailleurs en arguant qu'il était soi-disant en train de régler le problème. La plupart des travailleurs concernés ne se sont pas laissé distraire par ces paroles. Ils savent que c'est un piège et que

signer un tel papier les ramènerait définitivement à la situation de journalier. Ils ont refusé de signer ces contrats bidon. Ils ne signeront qu'un contrat d'embauche en bonne et due forme.

Côte d'Ivoire

COPACI : L'UNION DES TRAVAILLEURS PERMET D'ARRACHER QUELQUES CONCESSIONS AU PATRON

Copaci est une entreprise de cosmétique située à la zone industrielle de Yopougon. Depuis longtemps, les salaires sont payés au rabais, la sécurité au travail laisse à désirer, il n'y a pas d'assurance maladie. De plus les travailleurs doivent faire face au mépris constant des chefs.

Les travailleurs ont compris que s'ils ne faisaient rien, tout resterait en l'état. Alors ils ont commencé à s'organiser autour de plusieurs revendications comme, l'augmentation de salaire, l'amélioration des conditions de sécurité à l'usine, l'assurance maladie, le respect et la dignité.

Voyant la mobilisation monter et conscient que s'il ne concédait rien, la colère finirait par lui exploser en plein visage, le patron a vite fait de baisser le ton. Ainsi, récemment, les travailleurs ont obtenu une augmentation de 10% sur leur salaire, des chaussures de sécurité et l'engagement du patron de les respecter désormais.

Les travailleurs ont réussi à arracher quelques concessions au patron, mais ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Ils ont fait l'expérience que seul face à un patron, ils ne sont rien mais qu'ensemble ils peuvent le faire plier.

SIPROCHIM : RETOUR À L'ENVOYEUR

Les travailleurs de Siprochim ont marqué récemment un coup de colère contre les salaires payés au rabais. Cette entreprise est basée dans la zone industrielle de Yopougon et fabrique des produits chimiques à usage domestique tels que de l'eau de javel, des poudres à laver et autres produits détergents ainsi que des produits alimentaires, tels que la mayonnaise, les cubes d'assaisonnement, etc.

Tout a commencé lorsque le patron a eu la malencontreuse idée de renvoyer l'un de leurs collègues. Et là, il est tombé sur un os car ce dernier ne s'est pas laissé faire. Il a poursuivi l'affaire jusqu'au tribunal. Au terme de la procédure, le patron a été condamné à payer des dommages et intérêts. Mais surtout les travailleurs ont découvert qu'ils étaient payés en deçà du barème normal depuis plusieurs années. Du coup, la colère est montée d'un cran à l'usine. Devant cette mobilisation spontanée, le patron a vite fait de reculer, et promet de régulariser la situation dès la fin du mois.

Mais les travailleurs ne sont pas dupes. Ils savent que la parole d'un patron ne vaut pas grand-chose. Ils attendent de voir cela sur les fiches de paie à la fin du mois.

IBK EST VENU ACHETER DES ÉLECTEURS À KAYES

Au cours de la campagne électorale présidentielle, les candidats ont fait leur tournée dans les villes du pays. Ce qui a été remarqué, c'est la venue d'IBK dans la ville de Kayes. Il a atterri à l'aéroport de la ville, aéroport pourtant fermé depuis longtemps. Il a été accueilli par l'armée avec des chars de combat pour aller au centre-ville. Les forces de l'ordre l'ont accompagné jusqu'au bout.

Il faut croire qu'il n'a pas confiance du tout dans la population de Kayes. C'est pour cela qu'il a pris toutes les précautions en s'entourant d'un cordon de sécurité. Comme disent certains, il est venu « acheter la conscience » des habitants avec des valises de billets de Francs CFA pour leur en distribuer. Avec un billet de 10 000 FCFA, c'est environ 15 Euros, que chacun reçoit. Il est facile d'imaginer ce que représente cette petite fortune pour la majorité des gens qui sont pauvres.

Cette fois-ci, IBK a été réélu avec ce genre de procédé. Il arrivera un jour où la population en aura marre et il sera balayé par la révolte des pauvres comme d'autres avant lui.

Madagasar

LES SERVITEURS DES RICHES S'APPRÊTERAIENT-ILS À S'AFFRONTER DE NOUVEAU ?

Ce sont finalement deux anciens présidents qui vont s'affronter au second tour de l'élection présidentielle prévue pour le 19 décembre prochain. Il s'agit de Andry RAJOELINA qui a dirigé le pays de 2009 à 2014 et de Marc RAVALOMANANA, de 2002 à 2009.

Le président sortant Hery RAJAONARIMAMPIANINA (qui était aussi candidat) ainsi que les 32 autres de la liste, dénoncent les multiples fraudes, les bourrages d'urnes, les logiciels informatiques non conformes, les listes électorales incomplètes, sans oublier les multiples pressions exercées sur les électeurs. D'ailleurs ces pratiques sont dénoncées y compris par les deux qui s'apprêtent pour le second tour.

Tout cela n'empêche nullement ce beau monde d'essayer de marchander leur désistement en faveur de l'un ou l'autre c'est-à-dire en faveur de celui qu'ils estiment être le mieux placé pour être élu. Ces tractations en coulisses sont destinées à obtenir des postes pour soi-même ou pour ses amis, dans les hautes instances lucratives. A Madagascar, cela porte même un nom : « *Ady seza* ».

Pour le moment les deux récidivistes arrivés en tête se font leur petit match entre eux, car pour eux ce n'est qu'un jeu. Après ils vont faire arbitrer leur compétition par leurs copains qui sont dans leurs soi-disant « Instances Démocratiques et Républicaines ». Dans le passé, en 2009 par exemple, la compétition électorale a débouché sur des affrontements se traduisant par des dizaines de morts. Nul ne sait jusqu'où ils iront demain, car ces gens-là, sont ca-

pables de tout pour accéder au pouvoir ou pour s'y maintenir.

Chacun cherche l'appui des grandes puissances impérialistes, de la grande bourgeoisie mondiale pour obtenir des subsides. Ils font croire qu'avec cet argent ils vont construire des routes, des ponts etc. Les impérialistes n'ont rien à faire de ces guignols qui s'agitent sur le podium, car ce sont les impérialistes qui tirent les ficelles. C'est encore eux qui mettent en coupe réglée toutes les richesses.

Il y a des millionnaires dans le pays, qu'ils soient sur la liste électorale ou en dehors de cette liste et c'est aussi cette classe bourgeoise qui est responsable de la misère, à cause de ce qu'elle soutire sur le dos de tous les laissés-pour-compte. C'est pourquoi les exploités n'ont rien à attendre de ces élections.

International

LE CAPITALISME N'EST PAS HYGIÉNIQUE

La date du 19 novembre a été fixée par l'ONU comme « *Journée mondiale des toilettes* ».

Selon ses estimations, sur l'ensemble de la population mondiale environ 4,5 milliards d'habitants n'ont pas de toilettes à la maison, soit 60 % de l'humanité. De plus, près de 1,8 milliard d'habitants boivent de l'eau qui peut être contaminée par des matières fécales et un tiers des écoles sur terre ne disposent pas de toilettes.

L'Inde et l'Afrique subsaharienne sont les régions les plus touchées et les femmes sont les plus exposées. Faute de pouvoir faire leurs besoins à l'abri et en sécurité, un tiers d'entre elles dans le monde sont confrontées au harcèlement ou aux agressions.

Même dans des grandes villes comme Abidjan, il n'y a pas d'hygiène dans les quartiers populaires. Pour le balayage des rues et le ramassage des ordures, la ville impose un travail harassant aux employés, sans mettre les moyens technologiques pour ce service. Les toilettes n'existent pas. Les autorités ont beau afficher « Interdit d'uriner sous peine d'amende » mais les personnes n'ont pas d'autres choix que celui de faire leurs besoins au vu de tous.

Chaque année, cette réalité est dénoncée sans que rien ne change. Ce n'est pas la technologie qui est en cause mais l'organisation capitaliste de la société. C'est le capitalisme qui maintient la majorité des habitants de la planète dans le sous-développement et le manque d'hygiène.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

L'AFRIQUE A ÉTÉ SAIGNÉE LORS DE LA 1ère GUERRE MONDIALE

Rien que dans les colonies françaises d'Afrique, Maghreb et Madagascar compris, près de 600 000 hommes parmi les plus robustes ont été enrôlés pour servir de chaire à canons. Les autres grandes puissances telles que l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, ont procédé de la même manière dans leurs colonies respectives. 30 à 40 000 Africains sont morts dans les tranchées de l'Est de la France (Verdun, Chemin des Dames, Dardanelles...) et 36 000 s'en sont sortis avec des blessures graves et des indemnités misérables. Tout cela pour les intérêts exclusifs des groupes capitalistes rivaux qui cherchaient par la guerre à se dominer les uns les autres, afin de trouver de nouveaux débouchés pour leurs marchandises au détriment de celles de leurs concurrents.

Durant les cérémonies de commémoration du centième anniversaire de l'armistice, plusieurs chefs d'État africains étaient dans les tribunes officielles en France. Ibrahim Babakar Keita, président du Mali a fait un discours au nom de ses homologues africains, dans lequel il se contentait de remercier Emmanuel Macron l'organisateur des festivités. Pas un mot n'a été prononcé pour condamner l'impérialisme français, un des principaux responsables de cette féroce boucherie.

Arracher des hommes depuis les villes et les villages d'Afrique ne suffisait pas aux puissances colonisatrices. Les impôts et les taxes étaient augmentés, les productions agricoles telles que l'arachide, le coton et le mil subissaient des prélèvements drastiques au titre de contributions à l'effort de guerre, le bétail était exporté en masse vers la métropole. Cela se traduisait par des famines et engendrait des révoltes dans les pays colonisés.

INÉGALITÉS CRIANTES DE TRAITEMENT ENTRE ANCIENS COMBATTANTS AFRICAINS ET FRANÇAIS

Les « *tirailleurs sénégalais* » étaient recrutés dans toute l'Afrique noire. Le terme « *sénégalais* » leur a été donné du fait que le premier régiment de cette armée coloniale fut créé au Sénégal en 1857, par un décret de Napoléon III. Les soldats noirs étaient d'anciens esclaves recrutés au XVIIIe siècle, pour assurer la sécurité des navires de la Compagnie générale des Indes qui commerçait avec l'Afrique. Ils participaient aux guerres coloniales menées par la France.

En Afrique noire, le recrutement s'est fait au prix de fausses promesses mais aussi par la force brutale dans des conditions épouvantables, avec rafles et véritables chasses à l'homme, avec parfois la complicité des chefs de villages. Il y a eu des résistances comme en Haute-Volta (actuel Burkina) en novembre 1915, au Dahomey (actuel Benin) en 1916-1917.

Pendant la grande guerre (14-18), « *tirailleurs sénégalais* » et soldats français combattaient côte à côte dans les tranchées. C'était des compagnons d'armes.

Tous avaient servi sous le même drapeau. Mais la France coloniale ne traitait pas les soldats africains de la même manière qu'elle traitait les soldats français.

Soldats français et africains envoyés à la boucherie

Pendant la guerre, les Généraux plaçaient souvent les « *tirailleurs sénégalais* » en première ligne, ce que dénonçaient certains parlementaires dont le député sénégalais Diagne à l'assemblée ; le socialiste Jean Jaurès déplorait le fait « *de les jeter d'emblée, par grandes masses, au premier rang de vos troupes européennes*» ; les corvées dans les camps étaient généralement réservées aux soldats africains, etc.

À la fin de la guerre, «*les tirailleurs sénégalais* » qui avaient échappé à la boucherie rentraient chez eux, pauvres, affaiblis ou meurtris. La plupart n'ont reçu aucune pension jusqu'à leur mort. La minorité qui a eu la chance d'en bénéficier ne touchait qu'une pension misérable. Un ancien combattant africain touchait par exemple une pension semestrielle de 28.698 francs CFA (286,98 francs), soit moins de 45 euros. Cinq fois moins qu'un ancien soldat français. Une injustice criante que les autorités françaises promettent de corriger depuis des années. Entre temps, de nombreux anciens combattants sont morts.

Quant aux survivants de la deuxième Guerre Mondiale, ils continuent de réclamer le rattrapage des sommes amputées.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.